

Mini On/Off Marseille / 15 octobre 2013

Produire autrement le bien commun
Affaires, entre-soi, violence : dégager l'horizon !

—

NOTE D'ORIENTATION

En mars 2013, lorsque le Forum d'Action Modernités a engagé un cycle annuel de débats sur le thème « dégager l'horizon », il avait retenu trois impératifs : Dégage ! Libère ! Respire ! « Dégage » a été l'objet du premier débat Modernité On/Off, au Théâtre du Rond-Point à Paris. Il faisait écho au terme « dégage ! » qui avait catalysé les soulèvements du printemps arabe et du « Manifeste du dégagisme »¹ édité alors par des descendants du surréalisme belge. Alors que l'horizon semble bouché, l'idée était que la priorité n'est pas de programmer un autre avenir, mais de faire le vide pour permettre à chacun de s'engager dans la co-construction de notre destin. Nous vivons une période de métamorphose comme le dit Edgar Morin. Dans une telle période, amplifiée par l'interactivité numérique, le dégagisme serait plus fort que la révolution !

Le deuxième débat avait mis l'accent sur le deuxième verbe : Libère ! Il avait pris la forme d'un mini-On/Off : un débat ramassé, plus court, rassemblant quelques intervenants autour d'un enjeu. Intitulé « Mon village à l'heure du front », le débat portait sur la compréhension de ce qui se passe avec la progression du vote populiste, et notamment du Front National, dans les communes urbaines, situées à 50 kilomètres des métropoles de plus de 200.000 habitants. Le projet était de libérer la vision des partis de Gouvernement qui ne s'intéressent plus qu'à deux catégories d'habitants des grandes métropoles : la classe créative d'une part et les immigrés d'autre part, qui sont d'ailleurs souvent à leur service. La priorité est de redonner la parole aux classes moyennes populaires qui sont reléguées loin des grandes villes, qui ont voulu intégrer une France de propriétaires, mais qui se retrouvent plus fragiles, isolées, et au centre des attentions des forces extrémistes.

¹ Manifeste du Dégagisme, Collectif Manifestement, Ed. Maelström, Bruxelles, 2011

Pour progresser dans le cycle, il restait à engager un débat sur le thème : Respire ! Et là, une évidence s'est imposée : il ne faut pas faire ce débat à Paris, il faut aller à Marseille ! Pourquoi Marseille ? Parce que cette métropole incarne depuis longtemps une autre image de la France, un autre potentiel que Paris. Marseille, c'est la ville de la mer, la ville du grand large et de l'ouverture sur le monde, sur la Méditerranée mais aussi, pour bien des raisons, sur le nouveau Monde et sur l'Amérique. Marseille, c'est le vent, c'est le Mistral et c'est la France de la lumière, du soleil, du grand bleu : quoi de mieux pour dégager l'horizon ? Et Marseille, depuis les Grecs, c'est une tradition d'ouverture, de cosmopolitisme, de mélange et quoi de mieux que Marseille pour sortir de notre sinistrose et pour incarner l'utopie d'une France plus riche de sa diversité, pleine de sens et d'espoir ?

De surcroît, 2013 est l'année de Marseille, capitale culturelle de l'Europe et le Forum vise sans cesse à mêler les dimensions économiques, sociales, technologiques de notre destin à une dimension culturelle. Depuis dix ans, tous nos débats sont marqués par la présence d'artistes au milieu des entrepreneurs, des militants, des intellectuels et des politiques. Enfin, il se trouvait qu'une autre fondation dont le Forum d'Action Modernités est proche, la FING, tenait son assemblée annuelle de prospective sur Internet et la technologie dans la lumineuse et moderne Villa Méditerranée sur le thème : produire autrement. Pour le Forum, ce fut une évidence : il fallait aller à Marseille pour y respirer l'avenir de notre démocratie et imaginer comment produire autrement le bien commun.

*

*

*

Ne nous faisons pas plus innocents que nous sommes. L'équipe du Forum est avant tout composée de Parisiens, mais nous avons beaucoup d'amis dans ce que nous appelions affectueusement « Phocean City ». Nous n'étions pas sans savoir le taux de chômage qui règne à Marseille (17,3 %) tout particulièrement dans les quartiers Nord ; nous connaissions la part de la population ne disposant d'aucun diplôme (25 %) ; nous avons lu les statistiques du déclin de certaines activités économiques, et notamment la dégringolade du Port de Marseille (de

la 2^{ème} place européenne dans les années 80 à la 5^{ème} aujourd'hui). Nous savions comme tout le monde que, dès les années 30, Marseille avait connu la présence du grand banditisme et qu'il avait noué des liens avec la politique ; nous savions qu'à nouveau les années 60 avaient connu la prolifération des laboratoires de traitement de l'héroïne et que Marseille avait été la capitale de la « French Connection ». Nous avons appris que Marseille avait une superficie égale à deux fois et demi celle de Paris et qu'au sein de la ville, il y avait des zones de grands ensembles que l'on ne trouve qu'en banlieue dans la région parisienne et que la ville interpénétrait intimement quartiers chics et quartiers populaires, dont les habitants se croisent sans vivre ensemble. Nous avons même entendu l'expression « d'apartheid rampant » pour parler de la fracture entre le Nord et le Sud et pour évoquer la survivance d'un certain passé colonial. Nous avons lu que la coopération entre la cité et les communes avoisinantes était compliquée et que le Gouvernement devait déployer des ruses de Sioux pour faire prendre le virage d'une métropole refusée dans les années 60. Nous avons écouté, parfois effarés et parfois incrédules, tout ce que l'on nous disait sur les affaires qui rongent la classe politique, tant à gauche qu'à droite et ne comprenions rien à ces inculpations à répétition qui ne semblent pas vraiment émouvoir les appareils politiques nationaux ; à commencer par l'inculpation du responsable local du Parti Socialiste par cinq fois mis en examen, partageant avec son frère l'inculpation pour « association de malfaiteurs ».

Mais ce à quoi nous ne nous attendions pas, c'est à un tel déchaînement de violence. 15 morts violentes depuis le début de l'année ! Est-ce seulement les médias qui perdent leur calme ? Des sociologues marseillais émettent l'hypothèse d'une vague de contagion ! Une élue locale de gauche, sénatrice, en appelle à l'armée. Et des responsables du maintien de l'ordre croient refroidir les esprits en expliquant que le nombre d'attentats et de règlements de comptes ne constitue en rien un record, que Marseille a connu pire, mais que ce qui est nouveau c'est la jeunesse des victimes et le fait que nombre de crimes se commettent à la kalachnikov, avec le risque d'arroser largement au-delà de la cible. Ce sont ces deux éléments qui expliqueraient l'émotion. Et c'est bien compréhensible en effet ! Comment des frères, comment des sœurs, comment des mères, comment des voisins admettraient-ils la mort d'un gamin de 15 ou de 16 ans, même si l'on explique qu'il a fait le guetteur pour la vente de cannabis au profit d'une bande ? Comment l'opinion resterait-elle de marbre à l'idée d'une métropole où circulent des armes de guerre et où l'achat d'une mitraillette se négocie pour 600 € ?

Si l'on ajoute à cela une atmosphère enfiévrée qui marque les conversations privées, les anecdotes que l'on vous délivre sur le ton de la confidence mais dont on prévient par avance qu'il est hors de questions de les répéter en public, on ne peut qu'être saisi d'un doute. Qu'est ce que nous venons faire là ? Même si ce qui se passe peut se retrouver ailleurs et qu'il s'agit d'éclairer des phénomènes de la société française, est-il vraiment raisonnable pour des Parisiens de tenir un débat à Marseille, au milieu de personnes qui seront bien mieux informées, bien plus compétentes, bien plus légitimes ? Si Marseille est ce que nous constatons l'année même où elle est capitale européenne de la culture, est-ce que cela a un sens d'y poursuivre notre cycle sur « dégager l'horizon » et d'en attendre une France qui sache mieux respirer, en s'ouvrant aux enjeux de l'avenir ?

Deux éléments nous ont alors convaincu d'organiser ce débat. Le premier, c'est l'engagement de nombreux acteurs que nous avons rencontrés et qui étaient tous portés par l'envie de changer les choses mais chacun dans leur sphère, chacun dans leur milieu et dans leur univers de référence. Les entrepreneurs ont leur langage, les militants associatifs parlent autrement, les politiques et les médias sont encore sur une autre planète. Au-delà des débats, la méthodologie du Forum d'Action Modernité est d'ouvrir des ZIP, des « zones d'initiatives positives ». Celles-ci visent à transformer un enjeu et à dégager du positif même là où l'on croit s'enliser, en suscitant des alliances entre acteurs hétérogènes et en les incitant à réfléchir ensemble, à débattre ensemble, à expérimenter ensemble. Une ZIP est nécessaire à Marseille et il faudra alterner plusieurs étapes : une première rencontre servant de déclic sous forme d'un débat mini On/Off d'une heure et demi ; des ateliers de travail plus approfondis entre acteurs qui ne se rencontrent jamais ; et plus tard, après les municipales, un nouveau débat Modernité On/Off, plus long, où l'on pourrait approfondir la réflexion et progresser vers des solutions d'avenir. Dans une telle démarche, le fait que le Forum soit relativement extérieur ne sera pas un obstacle et cette distance permettra peut-être à des acteurs différents de se rencontrer.

L'autre élément qui nous a convaincus de tenir le débat du 15 octobre, c'est que nous avons de plus en plus le sentiment que la situation marseillaise validait les questions que nous posions avec le cycle « dégager l'horizon » et qu'elle permettrait d'aller plus loin. L'hypothèse est que nous ne vivons pas une période classique de modernisation où il s'agit de se défaire des pesanteurs du passé mais une période de mutation où les pires obstacles sont ceux que l'on

construit soi-même par une vision erronée du futur. Nous sommes comme des conducteurs qui avancent dans le brouillard et qui croient éclairer la route en se mettant plein phare : c'est la lumière qu'ils projettent qui édifie le mur opaque qui se dresse alors devant eux. Dans le débat sur le rurbain, nous avons bien mesuré que c'est une certaine conception de la globalisation qui avait conduit à des œillères : tout miser sur les classes créatives, se focaliser sur les grandes métropoles, oublier les classes populaires, laisser le champ libre au populisme. Cette conception avait pris forme dans les années 80 et a marqué la manière dont la gauche française s'est convertie à l'économie de marché.

A Marseille, ce sont tous les éléments d'un discours d'espoir qui se sont reformulés à cette époque et l'on peut se demander si ce ne sont pas les limites et les à-peu-près de ce discours que nous payons aujourd'hui. A quoi avons-nous voulu croire dans les années 80 ? Pour faire vite : à la décentralisation, au cosmopolitisme, à la culture dans la cité. Et sur ces trois sujets, Marseille s'est trouvé en pôle position. Au début du septennat de Mitterrand, le projet de la décentralisation vient satisfaire certains idéaux de la deuxième gauche, après que la vague des nationalisations ait satisfait la gauche traditionnelle ; les lois de mars 1982 sont votées et la France jacobine devient une République décentralisée. Qui porte alors attention au fait que leur auteur est le Ministre de l'Intérieur, que Gaston Defferre a été durant 32 années le Maire de Marseille et qu'il y a installé ce que l'on nomme le système Defferre ? Trente ans plus tard et alors que 21 régions sur 22 sont gouvernées par des socialistes, ne faudrait-il pas s'interroger non seulement sur l'inflation des dépenses publiques engendrées par la décentralisation à la française mais aussi sur les risques de clientélisme qu'ont engendré des transferts de souveraineté et de crédits aux mains d'élus qui sont certes plus proches du terrain mais qui peuvent faire de ces pouvoirs, des instruments pour transformer les citoyens en obligés ?

Le risque de dérive est naturellement plus grand si une part importante de la population n'estime pas que la société fonctionne d'abord autour de leurs droits, mais admet qu'elle s'organise autour de réseaux où des puissants protègent ceux qui leur font allégeance. A Marseille, 30 % de la population est issue de l'immigration. Au début des années 80, on ne voulait voir dans ce facteur qu'un motif d'espoir et d'ouverture vers une société plus diverse et plus métissée. Alors que c'est à Lyon, dans le quartier des Minguettes, qu'ont lieu les premiers troubles qui agitent les cités, c'est de Marseille, comme jadis notre hymne national, que part en 1983 la marche de l'Egalité qui donnera naissance à

des mouvements comme « Touche pas à mon pote » et « SOS Racisme ». Toute une génération de responsables politiques est issue de ce mouvement. Peut-on pour autant continuer à parler du cosmopolitisme aujourd'hui comme on l'aurait fait dans les années 80 ? A-t-il débouché sur plus de mixité, plus de mélange ou sur plus de verticalité, plus de communautarisme ? Les cloisons entre les uns et les autres se sont-elles relativisées ou renforcées ? En 1998, catapultée par un marseillais 100 % français et 100 % immigré, la victoire de la France à la Coupe Mondiale de football avait permis de célébrer une équipe black-blanc-beur. A-t-on progressé ou régressé dans ce projet et quelle est la responsabilité propre du politique qui, pris dans la logique du clientélisme, a joué la carte des communautés ? Il faut de surcroît tenir compte du phénomène du chômage massif qui s'est développé depuis lors, notamment pour les jeunes. Tant que des emplois privés durables ne se développent pas, que pourront les politiques en matière de cohésion sociale ?

S'ajoute à cela l'enjeu de la culture. Dès la fin des années 80, une forte accélération a été donnée à la politique culturelle par la Municipalité Vigouroux. A partir d'une tradition de poésie, de théâtre, de chansons, de danse, les équipes municipales vont placer la culture au centre des projets d'aménagement urbain. Dans le contexte où le port et les anciennes activités économiques abandonnent de vastes espaces urbains, un certain consensus entoure cette politique de friches culturelles menée par une municipalité de droite. Ne vaut-il pas mieux la culture que la prolifération des trafics ou d'un commerce façon Belzunce qui spécialiserait la ville en zone d'équipements pour les familles qui repartent au Maghreb ? La Fiesta des Sud, l'école de rap marseillais, la friche de la Belle-de-Mai sont les enfants de cette politique dont le Mucem et l'année 2013 où Marseille est capitale de la culture sont la consécration. Mais quel bilan peut-on tirer de cette ébullition ? Le consensus est frappant et il n'est pas courant que le milieu des chefs d'entreprise se mobilise sur un tel projet, au point que ce soit le Président de la Chambre de Commerce qui ait présidé la candidature. La créativité est par ailleurs indéniable et des feuillets comme « Plus belle la vie » ont prolongé l'écho de cette movida marseillaise loin dans la population. Mais la culture a-t-elle joué le rôle que l'on pouvait attendre de force qui tire tout le monde vers le haut ? Au moment où la violence se déchaîne sur Marseille, la question doit être posée.

*

*

Décentralisation et architecture territoriale de la France ; cosmopolitisme et verticalité ; culture et incivilité. Tels sont les trois temps du débat du 15 Octobre qui feront écho aux trois termes de son titre: « Affaires, entre-soi, violence : dégager l'horizon ! ».